

Les lois de finances et de financement de la sécurité sociale 2016 confirment, à ce stade, le refus gouvernemental de rompre avec les politiques d'austérité qui se traduisent aujourd'hui par la poursuite du gel de la valeur du point de l'indice depuis l'année 2010, soit six années consécutives.

De plus, les déroulements et les promotions de carrière des personnels sont de plus en plus bloqués.

Les agents subissent une perte de leur pouvoir d'achat inédite et catastrophique, des milliers d'entre-eux sont paupérisés, leurs qualifications ne sont plus reconnues.

Dans le même temps, alors que la plupart des services sont d'ores et déjà exsangues, le gouvernement persiste et signe dans la mise en œuvre de plans pluriannuels de suppressions d'emplois qui rendent impossible l'exercice de l'ensemble des missions publiques.

Au détriment de l'effectivité et de la qualité du service public rendu, la réforme territoriale initiée par le gouvernement se traduit par de multiples fermetures de services.

Par ailleurs, de lourdes attaques sont portées contre le statut général des fonctionnaires, leurs statuts particuliers, leurs droits et leurs garanties collectives, avec des mobilités géographiques et professionnelles forcées, des mises en cause des politiques relatives à l'action sociale, l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, à la pro-

tection sociale dans ses dimensions obligatoire et complémentaire.

Dans un tel contexte, seule la construction d'un rapport de force de haut niveau et inscrit dans la durée est susceptible d'imposer d'autres choix !

Dans le cadre de la journée unitaire d'action initiée par la CGT, FO et Solidaires, dans toute la Fonction publique, l'UGFF-CGT appelle les personnels de la Fonction publique de l'État, fonctionnaires et agents non-titulaires, à se mobiliser pour imposer la prise en compte de leurs revendications :

→ **Le dégel immédiat de la valeur du point de l'indice**, la compensation des pertes de pouvoir d'achat subies depuis l'année 2010, de véritables déroulements de carrière, la suppression du RIFSEEP qui aggrave l'individualisation des rémunérations,

→ **L'arrêt des suppressions d'emplois** et la définition d'un plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois, la résorption de toutes les formes d'emploi précaire,

→ **L'arrêt de la réforme territoriale de l'État** et l'implantation de services publics de pleine compétence et de proximité sur l'ensemble du territoire national, y compris en Outre-Mer,

→ **Le rétablissement et l'amélioration des droits statutaires** et des garanties collectives des personnels,

→ **La sortie des politiques d'austérité** et l'octroi des moyens budgétaires nécessaires au financement de toute l'action publique.

**Dans un tel
contexte, seule la
construction d'un
rapport de force
de haut niveau et
inscrit dans la durée
est susceptible
d'imposer
d'autres choix !**

ENSEMBLE ET DANS L'UNITÉ LA PLUS LARGE !

PAR LA GRÈVE ET DANS LES MANIFESTATIONS !

CONSTRUISONS UNE PUISSANTE JOURNÉE DE MOBILISATION,

LE 26 JANVIER 2016 !



Communiqué de presse

L'austérité ça suffit ! 26 janvier 2016 en grève dans l'unité !

Les nombreuses réformes (collèges, territoriales, santé...), si elles sont mises en œuvres, vont avoir de nouveaux et graves impacts négatifs sur le service public rendu aux citoyens et aggraver encore les conditions de travail des personnels. Les organisations syndicales (CGT, FO et Solidaires) des trois versants de la Fonction publique (Etat, Territoriale, Hospitalière), réunies le 5 janvier 2016, confirment leur appel à la grève et aux manifestations pour le 26 janvier 2016.

Alors que le salaire des fonctionnaires diminue à nouveau au mois de janvier 2016, suite à l'augmentation des cotisations retraites, la Loi de Finances 2016 vient entériner, à ce stade, le gel de la valeur du point d'indice et renforcer les effets les plus néfastes du Protocole PPCR.

La diminution de mesures catégorielles (notamment des ratios pro/pro) et des durées minimales de carrière entraîne un peu plus les fonctionnaires et agents publics dans la précarité.

Plus que jamais, les organisations syndicales CGT, FO et Solidaires appellent l'ensemble des agents publics à se mobiliser pour conserver une Fonction Publique garantissant :

- Un statut et un véritable déroulement de carrière
- Une revalorisation immédiate et significative de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat.
- Un service public de proximité garant de la cohésion sociale.

Un préavis de grève unitaire sera déposé auprès de la Ministre de la Fonction publique et des manifestations seront organisées à Paris et dans les départements.

Nous appelons nos syndicats à se rencontrer au plan local pour organiser la grève et les mobilisations.

Paris, le 6 janvier 2016